

*Libre-échange*

# Mulroney sert un sérieux avertissement aux négociateurs

**PIERRE APRIL**

VENISE (PC) — Le premier ministre Brian Mulroney, à l'issue de sa rencontre de 40 minutes avec le président américain Ronald Reagan, hier matin à l'hôtel Cipriani, a lancé un sérieux avertissement aux deux négociateurs Simon Reisman du Canada et Peter Murphy des Etats-Unis de cesser de se traîner les pieds et de négocier sérieusement.

« Ca veut dire, a-t-il déclaré, qu'il faut que les négociateurs comprennent, si ce n'est pas encore le cas, qu'il s'agit-là d'un problème sérieux, compliqué et urgent et que nous voulons qu'ils se comportent en conséquence. »

M. Mulroney a refusé d'admettre qu'il avait effectivement négocié avec le président Reagan, pas plus qu'il y ait eu négociation entre le ministre des Finances Michael Wilson et le secrétaire américain au Trésor, James Baker, plus tôt cette semaine.

« Il n'y a pas eu de négociations, a-t-il dit, entre Wilson et Baker, pas plus qu'entre moi et le président Reagan. »

Le premier ministre a ensuite un peu précisé la nature de cet entretien. « On a cerné les problèmes, a-t-il ajouté, on s'est entendu sur des principes et nous avons également convenu que nous allions préciser davantage nos instructions aux deux négociateurs. »

Les grands principes, le chef du gouvernement canadien n'a pas voulu les énumérer, il s'est contenté de dire que dès lundi, mardi et mercredi, les négociateurs se rencontreront à Ottawa.

M. Mulroney a ensuite repoussé les allégations voulant

que le Canada serait prêt à céder au chapitre des investissements américains au pays contre un mécanisme spécifique de règlements des différends commerciaux.

« Il n'y a pas eu d'échanges, a-t-il indiqué, ultimement nous allons ou nous n'allons pas conclure un accord exhaustif de libre-échange qui sera soumis à l'attention des deux partenaires. »

M. Mulroney a ensuite exprimé sa confiance de voir une entente se concrétiser d'ici l'échéance d'octobre. « Mais nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir », a-t-il dit.

Le premier ministre a admis que la question des investissements et du mécanisme de règlement des griefs étaient importants. « J'ai analysé au cours de la rencontre, a-t-il confié, cette partie du problème et l'ensemble des éléments qui se retrouveront dans le document final. »

M. Mulroney a ensuite précisé que le président Reagan considérerait lui aussi l'urgence d'agir. « Il a réalisé, a confié le premier ministre, qu'il s'agit d'une négociation extrêmement difficile et complexe et que c'est loin d'être terminé. »

M. Reagan a expliqué que la séparation des pouvoirs dans le système politique américain rendait une conclusion heureuse difficile, puisqu'il appartiendra au Congrès d'accepter le marché ou de le rejeter, en octobre prochain.

Pour le premier ministre, il n'est pas question de changer la date d'échéance et de risquer que le Congrès américain soit appelé à négocier le document final item par item.